

Michèle Sirois

Censurer au nom d'une idéologie intersectionnelle dévoyée

Décriminaliser les agissements de proxénètes qui vivent de l'exploitation sexuelle de femmes vulnérables, rendre légal le fait de commander un bébé et louer un utérus grâce à la commercialisation du recours aux mères porteuses, défendre le port du niqab dans les institutions publiques, prôner le respect absolu de religions patriarcales à l'intérieur du cours « Éthique et culture religieuse », permettre à des hommes qui se sentent femmes d'être transférés dans des prisons de femmes ou de participer à des épreuves sportives réservées aux personnes de sexe féminin. Voilà quelques exemples de reculs en matière de droits que le mouvement féministe avait mis des décennies à conquérir.

Tous ces reculs ont été imposés au nom de la suprématie des désirs et des choix personnels auxquels on a conféré le statut de droits. On invoque la liberté des femmes de se prostituer, de se voiler intégralement, de louer leur utérus, etc. Avec le triomphe de l'individualisme exacerbé par le néolibéralisme, on assiste à la montée des droits individuels au détriment des droits collectifs et de la dignité de l'ensemble des femmes. Ces attaques menées contre les droits des femmes ont été longtemps le fait d'opposants au mouvement féministe et de masculinistes. Mais voilà que depuis quelques années, elles viennent aussi de l'intérieur même du mouvement

féministe et sont en grande partie le produit d'une idéologie issue de l'approche dite intersectionnelle.

L'intersectionnalité comme diktat de la pensée unique

C'est ainsi qu'on éprouve un intense apaisement en se soumettant à la doxa, cet ensemble d'opinions convenues qui nous évite de penser et nous aide à bêler au milieu du troupeau.

Boris Cyrulnik,
Ivres paradis, bonheurs héroïques

Inconnue du grand public, l'intersectionnalité a pénétré toute une frange de la société : les médias, les universités, les instituts de recherches et d'études féministes, les comités de condition féminine des syndicats, les associations féministes et les organismes offrant des services aux femmes, les associations de défense des droits humains, les organismes publics, les ministères et partis politiques.

Au départ, l'approche intersectionnelle mettait en avant l'idée que la domination des femmes interagit avec d'autres structures d'oppression, notamment la « race », l'orientation sexuelle ou la classe sociale. Aux trois « oppressions » principales relevées par l'intersectionnalité, on adjoint parfois d'autres « oppressions » comme le handicap et l'âge, celles-ci étant plus souvent négligées parce qu'il y a moins de militants pour les défendre.

S'opposer aux dérives avérées de cette idéologie quand les droits des femmes sont menacés, c'est s'exposer à être étiquetée comme rétrograde, intolérante, raciste, islamophobe, transphobe, etc. C'est aussi risquer d'être censurée, déprogrammée de colloques, menacée de poursuite pour discours haineux ou poursuivie en justice pour diffamation.

Issue du *black feminism*, la notion d'intersectionnalité a été fort pertinente pour faire ressortir la diversité des vécus de femmes qui vivent à l'intersection de diverses « oppressions ». Cependant, à partir des trois oppressions principales et sous l'action de divers lobbys, cette analyse a peu à peu fait dévier la lutte féministe.

En premier lieu, le concept de « race », longtemps combattu par la science et par le mouvement antiraciste, s'est vu réhabilité par cette idéologie intersectionnelle. On a également introduit le concept de « blanchité », assimilé à la domination. Cette conception du

racisme circule dans plusieurs groupes féministes. On a pu le constater lors de la préparation de la marche mondiale des femmes 2015 où fut énoncée la définition suivante du racisme : « Système qui crée une hiérarchie sociale, politique, économique et culturelle, en plaçant les personnes blanches en haut de la pyramide (avec un ensemble de privilèges) et les personnes brunes et noires en bas au nom de la suprématie blanche¹. »

Dans le même esprit, une organisatrice de Black Lives Matter à Toronto accusait Justin Trudeau d'être un « terroriste suprémaciste blanc » et la ville de Québec « une colonie de suprématie blanche² ». On reproduit ainsi une analyse de la société étatsunienne et on la colle à la société québécoise sans tenir compte des différences ni sur le plan de l'histoire ni sur le plan des faits. C'est ainsi qu'on en arrive à parler de racisme systémique dont serait coupable la société québécoise et à dénigrer même des organismes gouvernementaux, comme Statistique Canada, parce qu'ils produiraient des « données suprémacistes blanches³ ». La vérité ne se trouverait que dans les témoignages des victimes elles-mêmes, puisqu'elles sont les seules à avoir la légitimité nécessaire pour parler de leur « oppression ». Toutes les autres personnes, considérées comme blanches et dominantes, seront accusées d'appropriation culturelle et invitées à se taire ou à s'excuser de prendre la parole.

Non seulement le concept de race a été ainsi réhabilité, mais il a été étendu à celui d'ethnie, puis de religion, notamment au sein de la mouvance antiraciste⁴, certaines militantes, comme Houria Bouteldja, voyant dans le foulard islamique un message clair : « Nous ne sommes pas des corps disponibles à la consommation masculine blanche⁵. »

Sous la pression notamment de groupes favorables au voile islamique, on en arrive ainsi à proférer des accusations de « féminisme blanc occidental », par opposition aux revendications des femmes

1. Coordination du Québec de la marche mondiale des femmes, *Texte de réflexion pour la MMF 2015*, novembre 2014, p. 12.

2. Mickael Destremes, « Une organisatrice de Black Lives Matter accuse Trudeau d'être un « terroriste suprémaciste blanc » », *Le Journal de Montréal*, 6 février 2017.

3. Commentaire d'un auditeur lors de la conférence sur le racisme systémique donnée par Michèle Sirois, 8 février 2017 à l'université de Montréal.

4. Jean Birnbaum, « La gauche déchirée par le "racisme antiraciste" », *Le Monde*, 9 juin 2017.

5. Houria Bouteldja, « Pierre, Djemila, Dominique... et Mohamed », *Parti des indigènes de la République*, 8 mars 2012.

qu'on dit issues de la diversité, dont certaines prétendent émanciper les femmes à partir des textes sacrés de religions patriarcales, tel que cela est prôné par le « féminisme islamique ». Et cela, à l'heure où les femmes tunisiennes luttent contre l'iniquité dans l'héritage cautionné par le Coran et où on condamne à vingt ans de prison Shaparak Shajarizadeh, leader de la lutte des femmes iraniennes contre le port obligatoire du voile et la ségrégation sexuelle.

Alors qu'en Tunisie la laïcité rime plutôt avec la défense des droits des femmes et des minorités religieuses, raciales et sexuelles⁶, ici au Québec, s'opposer à la pénétration des règles religieuses dans les institutions publiques en militant pour la laïcité et en faveur d'une véritable neutralité de l'État, c'est encourir des accusations de racisme et subir la censure et l'exclusion, comme ce fut le cas lors du débat sur la charte de la laïcité en 2013.

En second lieu, la lutte pour le respect de l'orientation sexuelle a elle aussi dérivé. Le juste combat contre les discriminations subies par les femmes à cause de leur homosexualité ou en raison simplement de leur sexe s'est vu secondarisé au profit de la notion d'identité de genre. Sous l'influence de l'idéologie *queer*, on est même en train de nier la binarité des sexes en jouant sur la confusion entre « sexe » biologique et « genre » construit socialement. Ainsi, poussé soit par la bien-pensance, soit par des gens qui ont d'autres intérêts à faire valoir, le rapport du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes mis en place lors du G-7 de 2018 à La Malbaie trahit cette pénétration de concepts issus de l'intersectionnalité dans toutes les sphères de la société : « Le Conseil consultatif sur l'égalité des sexes utilise le mot "femme" pour inclure toutes les personnes qui s'identifient comme femmes, y compris les femmes trans et cis, bispirituelles, intersexuelles ; et le mot "homme" pour inclure toutes les personnes qui s'identifient comme hommes, y compris les hommes trans et cis, bispirituels, intersexuels⁷. »

Dans cette définition, il y a matière à confondre les personnes non familières avec ce vocabulaire intersectionnel et *queer* puisque les femmes trans sont en réalité des hommes qui se sentent femmes

6. Anna Breteau, « Homosexualité, héritage, peine de mort... la Tunisie sur le fil du progressisme », *Marianne*, 21 juin 2018.

7. Comité consultatif sur l'égalité des sexes, *Recommandation du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes pour la présidence canadienne du G7*, juin 2018. « Cis » est un diminutif du mot cisgenre, qui fait référence à une femme dont l'identité de genre correspond à son sexe de naissance. Plus simplement, disons qu'il s'agit en fait d'une femme qui n'est pas transgenre.

et ont changé de genre, et les hommes trans sont des femmes qui se sentent hommes et ont changé de genre. Rappelons qu'on peut changer de genre, puisqu'il s'agit d'un construit social, mais qu'il est impossible de changer de sexe, lequel est inné (constaté à la naissance et non pas « assigné », comme on l'entend couramment).

En matière de diversité sexuelle, la tendance actuellement dominante est au sigle LGBTQIA2, dont la quantité de lettres est susceptible d'augmenter à mesure que de nouveaux militants veulent faire avancer leur cause. La majorité de la population québécoise ignore d'ailleurs qu'elle a été étiquetée comme « cis » par une idéologie qui a pénétré les plus hautes sphères du gouvernement. Tout cela conduit dans les faits à l'effacement des femmes non seulement des statistiques, mais aussi des programmes et des organismes dédiés spécifiquement à la protection et à l'avancement de l'égalité des femmes avec les hommes. Mais dénoncer cela, c'est risquer l'invective TERF (*trans exclusionary radical feminist*), accolée aux féministes qui n'adhèrent pas à l'idéologie intersectionnelle concernant les personnes transgenres.

Quant à la troisième catégorie d'oppression, soit la classe sociale, on constate que la lutte contre les inégalités socioéconomiques a été affaiblie, voire est de plus en plus délaissée, au profit de la défense des groupes identitaires. La lutte des classes, emblème de la gauche traditionnelle, est ainsi quasiment disparue du cadre d'analyse, l'échelle des « oppressions » étant davantage basée sur les catégories de personnes auxquelles un individu s'identifie. Cela a pour effet paradoxal que des féministes intersectionnalistes considèrent comme légitime que de riches hommes « blancs » homosexuels qui désirent un enfant auquel transmettre leur patrimoine génétique puissent le faire au détriment de femmes pauvres et vulnérables dont on se sert comme mères porteuses⁸. S'opposer à cette exploitation et à la marchandisation des utérus et des enfants, c'est encore une fois encourir l'anathème d'homophobe et de rétrograde. Aussi paradoxales sont les accusations de « féministes bourgeoises » accolées aux féministes qui priorisent la lutte universelle contre l'oppression patriarcale, sous-entendant ainsi qu'elles ne défendent pas les femmes pauvres.

8. Voir les prises de position favorables au recours aux mères porteuses : Fédération du Québec pour le planning des naissances, *Techniques de procréation assistée*, 2014, p. 36. Voir aussi les propos de Gabrielle Bouchard qui préside la FFQ, dans Mélanie Marquis, « Mères porteuses : Québec inquiet du projet de loi déposé à Ottawa », *La Presse.ca*, 31 mai 2018.

De plus, la lutte légitime pour une meilleure redistribution des richesses, ici et dans le monde, est actuellement phagocytée par un discours postcolonial mis au service du combat contre l'impérialisme occidental, comme si l'Occident avait le monopole de l'impérialisme dans une économie globalisée. Par exemple, on ignore ou occulte l'impérialisme arabo-musulman, qui a pourtant pratiqué l'esclavage à grande échelle ; tout comme l'impérialisme japonais et bien d'autres dans l'histoire de l'humanité. Selon cette compréhension du monde, les immigrants sont devenus les nouveaux prolétaires, et si leurs intérêts entrent en contradiction avec les droits des femmes, ce sont leurs intérêts qui seront prioritairement défendus au détriment de ceux des femmes. Ainsi, on stigmatise celles qu'on accuse de pratiquer un « féminisme occidental » et on censure tout discours qui questionne les effets de la politique du multiculturalisme et de son corollaire, le relativisme culturel, sur les femmes des groupes issus de sociétés très traditionnelles qui oppriment les femmes. C'est même au nom de l'égalité des femmes que des groupes féministes, comme la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et l'Institut Simone-de-Beauvoir de l'université Concordia, réclament des accommodements religieux face à des pratiques culturelles comme le niqab, qui relèguent pourtant ces femmes au rang de citoyennes de seconde zone.

L'intersectionnalité favorise la fragmentation du mouvement féministe

Les « oppressions » diverses mises en avant par l'intersectionnalité sont devenues désormais des outils pour opposer deux catégories de femmes : les privilégiées et les opprimées, ces dernières étant les victimes des femmes qui bénéficient de privilèges, à savoir les femmes dites occidentales, « blanches », bourgeoises, éduquées, hétérosexuelles ou « cis » (un jargon récurrent chez les adhérentes à ces théories).

On voit apparaître, sous l'influence des *gender studies* étatsuniennes, la notion de *safe space*, c'est-à-dire d'espaces protégés où les féministes « noires » peuvent interagir entre elles, et non avec des féministes étiquetées comme « blanches », lesquelles doivent être exclues de différents événements. On assiste alors à un racisme à rebours dont l'arme principale de lutte est le discours victimaire, ce que le philosophe Abdennour Bidar appelle la « pleurnicherie victimaire », dont on se sert pour censurer la parole des femmes

considérées comme privilégiées et dominantes, ainsi que pour justifier une autoghettoïsation.

Au nom de la diversité et de l'inclusion, on rejette les divergences d'opinions et on exclut les personnes qui ne partagent pas la même idéologie. Dans le contexte canadien où le multiculturalisme et le relativisme culturel dominant la bien-pensance, une véritable censure est favorisée par cette idéologie qui oppose les femmes entre elles, ce que souligne Christine Le Doaré : « Le relativisme culturel a le vent en poupe, les intersectionnelles, raciales, post-coloniales, indigénistes, ont réussi, à force d'entrisme politique, à pervertir tous les mouvements sociaux, le mouvement des femmes n'a pas été épargné. Enfermer les femmes dans des communautés, origines, cultures et religions, pour mieux les diviser, le patriarcat n'aurait pas fait mieux⁹. »

On était parti d'une analyse intersectionnelle censée enrichir l'analyse et la pratique du féminisme, et on se retrouve en présence d'une idéologie binaire et à la limite du sectarisme : il y a les bons et les méchants, les privilégiées et les victimes. Et contrairement au slogan maintes fois martelé d'un féminisme pour toutes les femmes, on exclut en fait les femmes dites privilégiées pour accorder la priorité aux personnes identifiées comme étant à la marge et dont les diverses causes prennent le pas sur la lutte à l'oppression spécifique et universelle des femmes. Les tenants de l'intersectionnalisme ont donc délaissé l'idée à la base du féminisme, c'est-à-dire le fait que l'infériorisation des femmes est un phénomène universel, résultat s'un système patriarcal qui doit être remis en question.

Il y a quelques années, la politologue Micheline de Sève avait déjà vu les dangers de ce cheval de Troie qui guettait le mouvement féministe : « Il ne faudrait pas pour autant secondariser la lutte contre le sexisme et les inégalités liées au genre en redonnant la priorité à d'autres luttes, certes pertinentes, mais qui détournent une fois de plus les femmes d'objectifs qui leur soient propres. Le mouvement féministe, comme les femmes avant qu'il existe, devrait-il s'oublier au profit d'autres causes, jugées plus "légitimes"¹⁰. »

9. Christine Le Doaré, « Le féminisme universaliste censuré par le "féminisme" universitaire francophone », *Irréductiblement féministe*, 25 juillet 2018.

10. Micheline de Sève, « L'intersectionnalité : féminisme enrichi ou cheval de Troie ? », *labrys, études féministes / estudos feministas*, juillet / décembre 2011-janvier / juin 2012.

Conséquences concrètes de l'idéologie intersectionnelle

La discréditation de la lutte féministe a fait régresser les femmes sur plusieurs plans. Concernant particulièrement l'enjeu de la prostitution, qu'on veut faire accepter comme un travail normal, on censure les opposantes à la décriminalisation de l'industrie du sexe et du proxénétisme, comme l'a dénoncé la militante autochtone Cherry Smiley pour qui le « dénigrement, le harcèlement, l'expulsion des tribunes (*no-platforming*) et le bâillonnement des femmes qui expriment des opinions féministes sur le genre et la prostitution sont inacceptables¹¹ ».

L'entrisme des militants protransgenre à l'intérieur des groupes féministes a permis à des hommes qui disent se sentir femmes d'investir des activités réservées aux femmes, comme les épreuves sportives féminines, de pénétrer dans des lieux réservés et réclamés par les femmes pour assurer leur sécurité (prisons, vestiaires sportifs, toilettes), et même de prendre la tête de certains groupes féministes, comme ce fut le cas en 2017 à la FFQ. Sur l'échelle des « oppressions », celles vécues par des hommes qui voudraient être des femmes sont considérées comme supérieures au sexisme que vivent les femmes sur la planète entière en raison de leur sexe. Quand on doit ainsi affronter une idéologie qui sape la notion même de ce que c'est que d'être une femme, il devient difficile d'organiser les luttes contre la domination masculine et les agressions basées sur le sexe.

On constate de grandes incohérences dans l'approche intersectionnelle, qui amènent à fermer les yeux sur de véritables situations d'exploitation et à prendre fait et cause pour les dominants. Par exemple :

- On parle de libre choix dans l'exercice du « travail du sexe », alors qu'on sait très bien que la majorité des femmes ont commencé à se prostituer lorsqu'elles étaient mineures et viennent de groupes particulièrement vulnérables, comme les femmes autochtones, migrantes ou sans papier.

- On affirme défendre les femmes pauvres et vulnérables alors qu'on banalise l'exploitation des mères porteuses par des personnes dont les moyens financiers et le pouvoir sont bien supérieurs à ceux de ces femmes censées avoir consenti librement à louer leur utérus, sans parler du silence touchant les multinationales qui profitent du

11. Cherry Smiley, « Lettre ouverte à la gauche à propos du silence », publié sur Feminist Current, le 5 mai 2018, traduction Tradfem.

tourisme reproductif qui sévit dans les pays les plus pauvres. Comme au Moyen Âge, des hommes veulent avoir accès aux ventres des femmes pour assurer leur descendance. Or, ce qui est au cœur du patriarcat, c'est précisément le contrôle de la capacité des femmes d'enfanter et le droit des hommes de disposer du corps des femmes.

- On défend le libre choix du port du hidjab et du niqab au nom de la diversité religieuse, mais on ne s'insurge pas contre le voilement en bas âge de petites filles qui ne peuvent faire un choix libre éclairé. Et cela, pendant que leurs frères ne subissent quant à eux aucune contrainte dite religieuse. Des symboles de l'asservissement des femmes comme le hidjab et même le voile intégral sont en outre banalisés dans les images qu'on présente aux enfants du primaire dans les manuels scolaires du cours « Éthique et culture religieuse ».

- On prétend poursuivre un objectif d'inclusion, alors qu'on accepte, au nom de prétendus diktats religieux, la ségrégation sexuelle pour isoler les femmes des hommes, notamment dans les lieux et services publics. Ce qu'on n'accepterait heureusement pas s'il s'agissait de ségrégation raciale.

- On dit défendre la parité homme-femme, tout en fermant les yeux sur l'iniquité des épreuves sportives où des hommes qui se disent femmes présentent des taux de testostérone trois ou quatre fois supérieurs aux athlètes nées femmes, lesquelles sont de plus en plus exclues des podiums et perdent les récompenses qui leur sont associées.

L'intersectionnalité a fait pénétrer le patriarcat à l'intérieur même du mouvement féministe, ce qui en a conduit plusieurs à réclamer la transformation d'institutions dédiées aux femmes, comme Condition féminine Canada, ou de programmes destinés à favoriser leur droit à l'égalité, comme l'analyse différenciée selon les sexes, cela afin d'introduire la notion d'égalité des genres en lieu et place de l'égalité des sexes.

Au nom de l'inclusion, on a laissé entrer dans des organisations féministes des lobbys et on en a exclu des personnes identifiées comme des opposantes à ces lobbys, sous prétexte qu'elles seraient « fermées » à la diversité. Or, la question se pose : pour éviter l'étiquette d'intolérance, devrait-on par exemple accepter toutes les pratiques culturelles quelles qu'elles soient, même les plus oppressives pour les femmes ?

Un climat malsain, obscurantiste et ségrégationniste

L'intersectionnalité dévoyée est un véritable assaut contre le mouvement féministe. Ce sont les nouveaux habits du masculinisme. On est en présence d'un discours toxique qui n'affecte pas seulement le mouvement féministe, mais la société tout entière.

Comme le fait remarquer Mohamed Lotfi, les saboteurs du vivre ensemble ne misent que sur la différence, la séparation, voire l'opposition entre les groupes sociaux : « Ce qui relevait jadis d'un devoir commun de solidarité ; “*Ta cause, c'est ma cause*” ; ressemble aujourd'hui davantage à une lutte pour l'identité ; “*Touche pas à ma cause*”. Chacun, dans sa communauté, construit son monde meilleur. C'est le règne du communautarisme, celui d'une crispation identitaire qui n'a pas fini, apparemment, de semer division et confusion¹². »

Comment, alors, pourrions-nous nourrir la solidarité? Comment faire société et fabriquer du commun? C'est d'autant plus inquiétant que ce sont le plus souvent des groupuscules qui s'approprient les revendications de groupes sociaux minoritaires et que plusieurs leaders de la société pratiquent la rectitude politique, le clientélisme électoral et la complaisance à leur égard. Il faut donc réagir vigoureusement à l'intimidation que pratiquent ces groupuscules et certains lobbys qui utilisent les réseaux sociaux pour gonfler leur importance, en jouant sur la victimisation et les bons sentiments pour ainsi « formater » l'adhésion de la population à leur agenda politique.

Si on ne prend pas conscience des dérives et des dérapages de l'idéologie intersectionnelle vers une conception qui va à contresens de l'égalité entre les femmes et les hommes ou vers une conception toxique de l'antiracisme, on favorise la ségrégation (sexuelle ou raciale) et on bâillonne la liberté d'expression et de création, comme l'a démontré à l'été 2018 l'annulation des spectacles *SLĀV* et *Kanata*¹³. Quand la mouvance qui se dit « antifasciste » s'en mêle, tous les dérapages allant des menaces jusqu'aux agressions physiques peuvent surgir¹⁴.

12. Mohamed Lotfi, « Le commun effort », *Voir*, 12 juillet 2018.

13. Michel Nadeau, « *Kanata* : comprendre la démarche, aller plus loin », *Le Soleil*, 30 juillet 2018.

14. Yves Claudé, « Le mouvement “antifa” au Québec : trente années de dérives ! », *L'autjournal*, 10 novembre 2017.

Quel type de féminisme allons-nous pratiquer¹⁵? Un féminisme universel et solidaire avec toutes les femmes parce que femmes, tel qu'il fut pratiqué depuis ses tout débuts? Ou bien un féminisme des particularismes qui opposent les femmes entre elles? La solidarité avec les femmes plus vulnérables, qu'elles vivent ici au Québec, comme les femmes autochtones, ou ailleurs dans le monde, voilà ce qui devrait nous inciter à aller au-delà de la confrontation idéologique qui prédomine actuellement pour faire front commun de façon à continuer de faire avancer les droits des femmes.

15. Christine Le Doaré, « Combien y a-t-il de féminismes? », *Irréductiblement féministe*, 7 octobre 2016.